



### **Le Professeur Zafy Albert à son arrivée au Carlton, le 3 février 2011**

A 84 ans, le Professeur Zafy Albert, ancien Président de la République par accident de 1993 à 1996, n'a plus rien à perdre car, de toute façon, son avenir est derrière lui. Son rêve est de redevenir président. Chose «*impossiblement*» impossible. Et il le sait parfaitement. Aussi, pour le restant de sa vie, il entamera une démarche de sabotage quasi-systématique et sans discernement contre tout tenant du pouvoir. Cela depuis 20 ans. Voici la triste et minable

histoire des « Non » d'un homme déchu et déçu qui ne doit s'en prendre qu'à lui-même. Il veut que l'on parle de lui ? Non ? Allons-y quand même.

### **Loi-cadre : ni « Oui » ni « Non » ?**

Zafy Albert est né le 1er mai 1927 à Betsiaka, une région connue pour ses gisements aurifères, à proximité d'Ambilobe (Nord de Madagascar). Comme ceux du Président Philibert Tsiranana, ses parents étaient des ruraux. Pour pouvoir s'en sortir, les colons français n'ayant pas pris la peine de décentraliser l'enseignement, le petit Albert monte à Antananarivo où il fréquentera l'école Le Myre de Vilers et le collège Paul Minault. En 1951, il débarque en France et suit les cours de l'école de médecine de Montpellier. Combien d'années d'études a-t-il effectué ? Combien de fois a-t-il redoublé ? En tout cas, il revient à Madagascar en 1964, bardé de diplômes : spécialisation en chirurgie thoracique ; licence de mathématique ; licence de physiques. Boursier de l'état (mais lequel exactement ?), il va d'abord travailler à l'actuel hôpital Raseta de Befelatanana alors dénommé hôpital public d'Antananarivo -celui de Girard et Robic étant un hôpital militaire-. Rien ne le prédestinait à être un homme de pouvoir au sommet de l'Etat. En tout cas, résidant dans l'Hexagone, personne ne saura jamais s'il a dit « Oui » ou « Non » à la loi de Gaston Defferre, en juin 1956, dite loi-cadre...

En 1966, il retourne en France pour passer son agrégation de chirurgien sous l'aile du professeur Cabrol. Ce sera fait et quatre ans plus tard, il revient au pays où il sera chef du service « Chirurgie » au même hôpital sis à Befelatanana. Parallèlement, il enseigne la séméiologie (science des signes) à la faculté de médecine de l'université d'Antananarivo (alors Université de Madagascar avant la décentralisation ordonné par le Président Didier Ratsiraka). Il aurait pu demeurer, pour l'Histoire du pays, un célèbre praticien à l'instar du sud-africain Christiaan Barnard, chirurgien qui pratiqua la première greffe de cœur humain en décembre 1967. Mais la vie en décidera autrement.

Lorsque le Général Gabriel Ramanantsoa reçoit les pleins pouvoirs du Président Tsiranana, le 18 mai 1972, il fait appel à Zafy pour être son ministre de la Santé. Celui-ci le restera jusqu'en 1975, année de l'avènement forcé de la révolution socialiste de Didier Ratsiraka. Pour information, ce dernier était ministre des Affaires étrangères du même gouvernement Ramanantsoa, au côté d'Emmanuel Rakotovahiny alors ministre de l'Agriculture et du Colonel de gendarmerie Richard Ratsimandrava, ministre de l'Intérieur. Déjà, à l'époque, Zafy Albert n'avait jamais pris à cœur ce portefeuille ministériel, préférant « sauver des vies » et enseigner plutôt que d'assister à des conseils de ministres ou de gouvernement.

En 1975, après l'assassinat du colonel Ratsimandrava, le 11 février, qui avait reçu les pleins pouvoirs du Général Ramanantsoa pour diriger le pays, et une seconde période de transition dirigée par un directoire militaire, Didier Ratsiraka, jeune officier de marine qui avait déjà remis en cause les accords de coopération franco-malgaches, est choisi par ses pairs pour organiser un referendum basé sur trois questions. C'est à partir de cette année 1975 que le Pr Zafy Albert ne dévia plus jamais de sa démarche de « Non » systématique à tout et à tous. En effet, il votera et fera ouvertement voter

« Non »

à Didier Ratsiraka,

« Non »

au livre rouge

(« *boky mena* »)

et

« Non »

à la nouvelle Constitution pour la 11<sup>ème</sup> république. Sans apporter d'arguments plausibles ou pour défendre une stratégie de développement discutable. Et, durant 15 ans, il revient à l'enseignement et à la médecine. Cela ne l'a pas empêché de fonder le

« Comité des droits de l'Homme »

(Kمز) avec les professeurs Randriamampandry et Manambelona. Cela, à la suite de l'arrestation, sans rime ni raison, du Commandant Richard Andriamaholison en octobre 1977. En fait, celui-ci était accusé, sans preuve tangible, d'attentat et complot contre la sûreté de l'Etat ; accusation devenue tentative d'assassinat du chef de l'Etat et du chef d'Etat-Major. Mais lorsque l'on veut tuer son chien, on l'accuse de la rage, n'est-ce pas ? De nationalité française, Andriamaholison alla purger sa peine en France d'où il sera libéré le 26 juin 1990, sur l'intervention spéciale du Président Mitterrand alors en visite à Madagascar. Mais pour Ratsiraka, malgré un revirement à 360° vers un libéralisme (il amorça la privatisation des sociétés qu'il avait lui-même étatisé et leva partiellement la censure de la presse), la première déchéance était proche.

A l'époque, il n'y avait qu'un seul parti politique vrai détenteur du pouvoir, l'Arema, mais l'astuce de Ratsiraka avait été de rassembler tous les partis susceptibles de s'opposer à lui, dans le fameux Fndr ou Front national pour la défense de la révolution. Tous y étaient s'ils voulaient survivre, en attendant de meilleurs jours : Arema, Akfm, Moninma, Mfm, Udecma Vsm, Vonjy iray tsy mivaky. Tous ? Non, Zafy Albert, sans parti, n'en faisait pas... partie. Mais en mars 1990, la loi sur le multipartisme est votée et appliquée. Aussitôt, Zafy Albert fonde et préside l'Undd (Union nationale pour la démocratie et le développement). Un vent de changement souffle sur la Grande île, auquel prend part le Conseil des églises chrétiennes de Madagascar ou Ffkm. Deux concertations au niveau national sont organisées en août puis en décembre 1990. Première chance pour le professeur d'être au sommet de la nation. En effet, étant donné qu'il apparaît comme un élément « neuf » (censé non corrompu par le système Arema), il est propulsé sous les feux de la rampe en étant proposé comme Président (déjà !) du Comité permanent des Forces Vives (

« Hery Velona »)

ayant regroupé quelque 80 entités politiques et civiles. Entre-temps, Didier Ratsiraka ne sentant

pas le danger venir, fait comme si de rien n'était. Rappels.

## **1991 : l'année fatidique**

Le 8 juillet 1991, la manifestation organisée sur la Place du 13-Mai regroupe près de 400.000 personnes à Antananarivo. Elle fait suite au mouvement de contestation qui réclamait, depuis le 10 juin, une révision de la Constitution et le départ du Président Ratsiraka. Le 16 juillet, le mouvement Forces vives décide de former un gouvernement parallèle: le Général Jean Rakotoharison alias Voaike et le Professeur Albert Zafy sont nommés respectivement Président et Premier ministre. Le 23 juillet, l'état d'urgence est décrété et les lois d'exception, déjà votées 15 jours plutôt par le Parlement, entrent en vigueur. Cela n'arrêtera pas les manifestations de se poursuivre. Le pouvoir fait alors enlever quatre membres du gouvernement parallèle dont Bao Andriamanjato, l'épouse du Pasteur Richard Andriamanjato. Le 28 juillet, le président Ratsiraka dissout son gouvernement et s'attèle à la rédaction d'une nouvelle Constitution. Les « *ministres* »

enlevés sont alors libérés. Mais, désormais, c'est le départ pur et simple de Ratsiraka qui est exigé par le peuple malgache. Ce qui se passe actuellement en Egypte, Madagascar l'a déjà vécu.

Le 8 août, le Président Ratsiraka nomme Guy Willy Razanamasy Premier ministre. Le 10 août, à l'instigation de Zafy Albert, le « *Diaben'ny Fahafahana* » (Grande marche pour la Liberté) est organisée, pour se rendre au palais d'Etat d'Iavoloha. A l'époque, j'avais fort à faire à Diego Suarez, face aux fédéralistes, en tant que journaliste de Madagascar Tribune. J'ai même fini par être pris en otage par les copains du Capitaine Coutiti... Une foule immense s'ébranle donc de la Place du 13-Mai, la volonté au cœur mais les mains nues. Aux abords du palais, les forces de l'ordre, appuyées par un hélicoptère, tirent sur la foule. Zafy Albert échappe à la mort. Il sera légèrement blessé après le tir sur la voiture noire qui le transportait, selon les ordres de « *Masoandro* »

(soleil) qui n'était autre que Didier Ratsiraka en personne. Des vidéos sur Youtube sont des preuves irréfutables. Bilan réel de cette marche pacifique : plus de 200 morts et disparus à jamais. Le 31 octobre 1991, la convention de l'hôtel Panorama est signée. Le 1er novembre, Guy Willy Razanamasy forme un gouvernement de coalition, avant de laisser la place, Le 23 novembre, à la Haute Autorité de l'Etat (Hae) présidée par Zafy Albert. Il sera chargé d'assurer la transition jusqu'à la prochaine élection présidentielle. La crise politique aura donc duré plus de deux ans. Le président Didier Ratsiraka est resté en fonction, de manière toute à fait honorifique

## **Madarais**

Le 19 août 1992, la Constitution de la IIIème République est adoptée par referendum. Le 25 novembre 1992, l'élection présidentielle avec huit candidats doit faire l'objet d'un second tour. Et c'est le 10 février 1993 que Zafy Albert est élu premier Président de la IIIè République de Madagascar avec 66,62% des voix, contre 33,38% pour Didier Ratsiraka qui s'en va vers un premier exil en France. Le régime étant alors parlementaire, Me Francisque Ravony est élu au poste de Premier ministre par l'Assemblée nationale. Et ce sera le début du libéralisme politique et économique totalement débridé. Ayant sa propre définition du mot démocratie, Zafy Albert va instaurer un style de gouvernement «*proche du peuple*». Et il n'aura de cesse d'effectuer des tournées dans toutes les régions de Madagascar, qui seront connues sous le nom de «*Madarais*».

## **La véritable histoire des financements parallèles du Professeur Zafy Albert**

Or, les longues absences de ce Président pas comme les autres, amènent une instabilité politique caractérisée par de multiples motions de censure et de changements de membres de gouvernement. Voici la véritable histoire de ces financements parallèles.

Après son investiture, le Président Zafy manifeste son intention de renouer des relations commerciales et diplomatiques avec plusieurs pays, notamment la Corée du Sud, l'Afrique du Sud et Israël avec lesquels Madagascar avait eu, auparavant, des rapports antagoniques. Début mai 1993, son vice-Premier ministre se rend au Maroc, à la tête d'une délégation gouvernementale et porteur d'un message du Président Zafy au roi Hassan II. Les deux pays décident de mettre à l'étude les domaines d'une éventuelle coopération. Les relations diplomatiques Madagascar-Maroc étaient en «*stand by*» depuis la reconnaissance de la République saharouie (Sahara occidental), par Didier Ratsiraka en 1976.

Car pour résoudre ses problèmes de devises, le gouvernement malgache avait été obligé d'user d'expédients. Le prix de la vanille malgache à l'exportation est abaissé de 74 dollars le kilo à 60 et Madagascar doit vendre, en-dessous de ce prix, une cargaison de 50 tonnes pour obtenir les devises nécessaires à l'achat de 12.000 tonnes de riz, en janvier 1994. En août 1993, le Président Zafy et celui de l'Assemblée nationale, le Pasteur Richard Andriamanjato, avaient signé un accord pour l'obtention d'un financement privé de 2 milliards de dollars contre le droit de recherche et d'exploitation, pour une période de 25 ans, sur l'ensemble des mines d'or du pays. Les bailleurs de fonds ont alors tiré la sonnette d'alarme, pour ces démarches

auprès d'intermédiaires financiers globalement considérés comme peu fiables. Finalement, des discussions « *de la dernière chance* » avec les institutions de Bretton Woods ont eu lieu en avril 1994, à Washington, et un accord-cadre de politique économique a été adopté par le gouvernement en mai.

Le 19 août 1994, après des transactions longues comme un jour sans pain, le Premier ministre, Me Francisque Ravony, présente le second gouvernement de sa première législature. Au nombre des ministres partants figure celui de la Promotion industrielle et du Tourisme, feu Herizo Razafimahaleo. Mais ce remaniement ne met pas un terme aux luttes d'influence s'exerçant entre les trois pôles du pouvoir malgache d'alors : le Président Zafy, le Premier ministre Ravony et le Président l'Assemblée nationale, Andriamanjato. Tandis que le Premier ministre, soutenu par les bailleurs de fonds internationaux, s'oppose au maintien à son poste du gouverneur de la Banque centrale, Raoul Johnson Ravelomanana, ce dernier bénéficie du soutien du Pasteur Andriamanjato, avec lequel il avait participé à plusieurs opérations financières destinées à rechercher des « *financements parallèles* ». De son côté, le Président de l'Assemblée nationale ne cache pas son opposition au ministre des Finances, José Yvon Raserijaona. En janvier 1995, le gouverneur Ravelomanana est finalement limogé après le scandale de «*l'affaire FLAMCO Aktien Gesellschaft (AG)*»

, du nom d'une société commerciale présidée par le Prince Constantin du Liechtenstein -oncle du Prince régnant Adam III-qui a accumulé une dette de plusieurs millions de dollars auprès de la Banque d'Etat, Bankin'ny Tantsaha Mpamokatra (actuelle Bank of Africa-Btm). De quoi faire le sujet d'un film à suspens...

## **A l'Est encore rien de nouveau...**

Autre pomme de discorde : l'attitude à adopter vis-à-vis du Fmi et la Banque mondiale : si le Premier ministre souhaitait un accord avec les institutions de Bretton Woods, le Président de l'Assemblée nationale, lui, estimait qu'on pouvait éviter d'avoir recours à leurs financements. Ainsi, pour tenter d'appliquer cela, Madagascar a reçu plusieurs délégations commerciales étrangères venues d'Israël, de la Corée du Sud, de Taïwan...). En février 1995, de nouvelles négociations aboutissent tout de même sur la signature, à Antananarivo, d'une lettre d'intention entre les autorités malgaches et le FMI en vue de l'octroi d'une « *Facilité d'ajustement structurel renforcée* » ou FAsr. Mais les négociations avec la Banque mondiale sont restées dans un cul-de-sac. Le Premier ministre a accepté les conditions du Fmi parce qu'elles étaient essentiellement d'ordre fiscal, tandis que les conditionnalités de la Banque mondiale portaient sur un large éventail de réformes pour libéraliser plusieurs secteurs de l'économie dont la vanille, le transport aérien et le système bancaire. Entre-temps, Madagascar s'inscrit dans le projet d'Indian Ocean Rim Association (censé réunir les pays riverains de l'océan Indien) et, en juin 1995, une délégation

malgache assiste à une réunion régionale à ce sujet, en Australie. Ce même mois, de nouvelles discussions sont entamées avec la Banque mondiale... Aucune suite, aucun écho favorable s'en est suivi.

### «*Madagascar, naufragé volontaire*»

Ainsi, moins de deux ans après l'élection de Zafy Albert, Madagascar s'enfonce dans un marasme politique sans précédent. Rappelons qu'en janvier 1995, ses opposants avaient publié un pamphlet intitulé «*Madagascar, naufragé volontaire*». Y est mis à jour les fameux financements parallèles. Car à dire vrai, Zafy Albert n'avait aucun projet de société, ignorait tout des arcanes du développement. Il était parvenu au sommet, cela lui suffisait amplement et il passait son temps à faire des

#### «*Madarais*»

(tournées en 4X4 à travers la Grande île) sans impact réel sur les acquis de la démocratie qu'il avait prôné en dehors du pouvoir. Le référendum constitutionnel organisé par le Président, le 17 septembre 1995, pour lui donner le pouvoir de choisir lui-même son Premier ministre n'a pas apporté l'apaisement politique escompté. Ce toilettage constitutionnel -qui a sonné le glas du parlementarisme à Madagascar- faisait suite à une véritable inquisition radiotélévisée de plusieurs heures envers Me Francisque Ravony. Le Président Zafy limogea alors son Premier ministre Francisque Ravony et décida donc, via la possibilité de toiletter la loi fondamentale à sa guise, que : dorénavant le Président de la République nommera le Premier ministre. Le 10 novembre 1995, il choisit alors son ancien compagnon du gouvernement Ramanantsoa, le vétérinaire Emmanuel Rakotovahiny qui se retrouva lui-même bloqué par des luttes internes.

## La débandade

L'élaboration du budget 1996 donna lieu à toute une série de passes d'armes entre, d'un côté, le Premier ministre et son ministre de l'Économie, Tovoninahary Rabetsitonta, et, de l'autre, le ministre des Finances et du Plan, Jean-Claude Raherimanjato. A ces tensions internes s'ajouta une relance de l'agitation antigouvernementale de l'opposition. Surtout après les municipales du 5 novembre 1995 où les candidats d'opposition avaient remporté les mairies des principales villes du pays. L'ensemble du gouvernement Rakotovahiny est devenu la cible des critiques, et des appels à un remaniement ministériel ont émané au sein même de la majorité présidentielle comptant de nombreux prétendants à des portefeuilles ministériels. À partir du début de l'année 1996, certains dirigeants du régime, surtout le Président de l'Assemblée nationale, Richard Andriamanjato, et le Président du département politique des Forces Vives Rasalama (majorité présidentielle) et ancien Conseiller présidentiel, Alain Ramaroson, sont venus ajouter leurs voix à celles des opposants pour réclamer le départ du Premier ministre Emmanuel Rakotovahiny et

de son ministre des Finances. Le Président Zafy se refusant à trancher ce débat, il s'est trouvé, lentement mais sûrement, face à des accusations plus directes contre sa personne. Le 25 mars 1996, Alain Ramaroson -pourtant son principal bailleur de fonds dans la campagne présidentielle- annonce publiquement qu'il se dissocie du chef de l'État. L'éventualité d'élections décentralisées et la perspective d'une nouvelle élection présidentielle en 1997 ne firent qu'augmenter les pressions de toutes parts sur le régime du Président Zafy. Le 28 mai 1996, Norbert Lala Ratsirahonana est nommé Premier ministre et un nouveau gouvernement est formé début juin. Par ailleurs, une modification du Cabinet avait été demandée par Michel Camdessus, alors Directeur général Fmi, lors d'une visite à Madagascar en mai 1996. Il avait souhaité la mise en place d'un gouvernement « unifié », sincèrement disposé à négocier un programme de réformes économiques et décidé à tourner définitivement le dos à toute recherche de

« financements parallèles  
privées en dehors du

»  
Fmi.

## **Zafy empêché**

Cerné de toutes parts par ceux-là même qui l'avaient encensé, le Président Zafy Albert fit l'objet d'une motion d'empêchement présidentiel qu'il avait lui-même fait inscrire dans « sa » Constitution. Minimisant l'atmosphère, car trompé par des conseillers inconscients et/ou irréalistes, l'homme au chapeau de paille poursuivit encore ses « Madarais »

. Et ce qui devait arriver arriva : le 5 septembre 1996, La Haute Cour Constitutionnelle (HCC), à la demande de l'Assemblée nationale, prononça l'empêchement définitif du Président Zafy Albert. Le Premier ministre Norbert Ratsirahonana fit alors fonction de Chef d'Etat et de Chef du gouvernement pour préparer de nouvelles élections.

## **Le retour de Didier Ratsiraka**

L'Amiral Didier Ratsiraka, rentré quelques mois plus tôt de son exil en France, sera réélu au second tour de l'élection présidentielle (3 novembre et 29 décembre 1996) contre... Zafy. Voilà déjà un non sens qui doit être corrigé. En effet, est-il normal et logique qu'un Président empêché, donc incompetent, puisse se représenter ? A ce moment précis, Zafy croyait-il vraiment que les citoyens malgaches étaient imbéciles au point de réélire celui qui venait tout juste d'être mis dehors par leurs représentants ? A partir de là, il faut en déduire que toute démarche politique de Zafy Albert ne repose que sur la vengeance et sur le rejet de tous et de tout tant qu'il ne sera pas Président de la République à nouveau. Utopiquement utopique avec le temps. Faut-il alors le blâmer ou le plaindre ?



## Enième toilettage constitutionnel

Le toilettage constitutionnel étant devenu un sport de haut niveau (c'est le cas de le dire) à Madagascar, Didier Ratsiraka organise un referendum à ce sujet, le 15 mars 1998. Le «*Oui*» l'emporte et la motion d'empêchement présidentiel est aussi emportée au nez et à la barbe des électeurs... Ne manquant pas de vocabulaire, Zafy traite alors Ratsiraka de parjure, de violeur de constitution, l'accuse de népotisme et de tous les noms d'oiseau que vous voulez...

## CRN

Les citoyens malgaches manquant toujours d'éducation sur la *Res publica*, Zafy sera élu député d'Antsiranana le 17 mai 1998. Il le restera jusqu'en 2002. En juin de cette année, il fonde le Comité de réconciliation nationale ou CRN. Réconciliation qui sera son cheval de bataille avec un discours contraire à toute notion de réconciliation. Il faut se rappeler que le 21 février 2002, Zafy était sur la Place du 13-Mai pour demander le second tour entre Ratsiraka et Ravalomanana. Il a été hué. Le lendemain, 22 février 2002, sous la pression populaire, Marc Ravalomanana s'autoproclame Président de la République ayant gagné le premier tour (décembre 2001).

## Haro sur Ravalomanana, le «*roublard au pouvoir*»

Depuis, Zafy Albert ne fit plus aucune apparition sur la scène politique, même s'il a toujours été invité, il a toujours préféré s'abstenir et s'éviter de lui-même. Après avoir traité l'amiral de tous les noms, ce fut au tour de Marc Ravalomanana d'être affublé de tous les maux de la Grande île. Cela a commencé par la publication, en juin 2003, du pamphlet «*Un roublard au pouvoir : de Charybde en Scylla*» et

s'est poursuivi à travers une très longue lettre ouverte publiée au mois de septembre 2008.

Bien avant la révolution orange d'Andry Rajoelina. Extraits traduits du malgache :

«*Vous vous êtes approprié toutes les activités lucratives dans tous les secteurs, aussi bien primaire, secondaire que tertiaire. Vous n'hésitez pas à violer les lois, vous vous servez dans les caisses de l'Etat en toute illégalité et vous vous livrez à un système de monopole "sauvage" de l'économie nationale (...). Comme un oiseau attrapant sa proie, vous vous êtes, au contraire, arbitrairement accaparé toutes les ressources et toutes les richesses disponibles*

*dans le pays au profit de votre intérêt personnel (...).Ras-le-bol ! Ras-le-bol total ! Le peuple malgache en a plus que marre de vous, Monsieur Ravalomanana. Ils ont en marre des mensonges que vous produisez à profusion et dont vous avez habilement le seul secret. Ils en ont marre des fraudes et tricheries électorales à n'en plus finir. Ils en ont marre de ces violations répétées des lois. Ils en ont marre de ces détournements des deniers publics (...). Il y a un dictateur qui a fourni une autre conception de la gouvernance à travers l'enseignement suivant : "Si vous voulez rester au pouvoir jusqu'à la mort, voici les plats que vous devrez servir au peuple : Premièrement, la terreur, deuxièmement, l'ignorance (empêchez les gens de s'instruire) ; troisièmement, l'absence de liberté et de démocratie ; quatrièmement, toujours maintenir le peuple dans la pauvreté. Si vous arrivez à nourrir votre peuple avec ces différents "mets", vous resterez à jamais au pouvoir". Je ne sais donc pas si vous, Monsieur Ravalomanana, avez reçu cet enseignement-là, mais en tout cas, je vous souhaite un "bon appétit".□ ».*

Il est aussi une vérité véridique bonne à savoir : le Professeur Zafy Albert n'a jamais, au grand jamais, reconnu Marc Ravalomanana comme Président de la République. Ce, durant les 7 ans de pouvoir de ce dernier qui a fini par démissionner. Un "Non" comme celui qu'il a déclaré à Didier Ratsiraka en 1975.

## **Les trois font ... l'impair**

Le 17 mars 2009, Marc Ravalomanana démissionne après avoir dissous son gouvernement et transmis ses pouvoirs à un directoire militaire qui l'a remis au leader de la révolution orange, Andry Rajoelina. Le désir de Zafy de dégager le roublard au pouvoir a été exaucé. A l'époque, il était au côté de la lutte populaire. Il espérait même y jouer un rôle important. Or, il a été contacté, au début, en tant que «□ *raiamandreny*□ », une sorte de consultant expérimenté en somme. Cela ne lui a pas suffi. Et une énième opportunité de revenir au-devant de la scène lui fut donné grâce au Groupe international de contact (Gic) qui a eu la lumineuse (?) idée de mettre autour d'une table les trois anciens présidents vomis par leur peuple, à deux générations d'intervalle (Ratsiraka par deux fois, Zafy empêché et Ravalomanana démissionnaire). Il y eut les accords de Maputo et d'Addis-Abbeba mais rien n'en sorti. Coup de baguette maléfique : ces trois incompetents qui s'étaient renversé tour à tour et mutuellement, se sont donné la main contre Andry Rajoelina, devenu Président de la Haute Autorité de la Transition.

## **Tirs croisés sur Andry Rajoelina**

Chassez le naturel, il revient au galop ! Et revoilà Zafy avec sa spécialité es contre tout et tous. Après avoir insulté Ratsiraka et Ravalomanana, à son tour, Andry Rajoelina est traité de tous les noms. Déjà en septembre 2009, il avait tenu les propos suivants : « *Rajoelina et la mouvance qu'il conduit cherche la guerre, et si c'est la guerre qu'ils cherchent, nous devons nous préparer à cette guerre* ».

Le

«*Nous*»

fait allusion aux trois mouvances (Ravalomanana, Zafy et Ratsiraka). En septembre 2010, lors d'un autre

«*Madaraid*»

dans sa province du nord natale, ses propos ont été encore plus durs, diffusés à la Tvm :

«*Lian-dra i Andry Rajoelina. Le zalahy kely io tsy mendrika ny hitondra fanjakana*»

(Andry Rajoelina veut faire couler du sang ! Ce jeune ne mérite pas de diriger le pays). Et, en ce mois de janvier 2011, au moment où la Sadc propose une feuille de route pour sortir le pays de la crise, non seulement Zafy l'a rejeté dans toute son entièreté mais encore, au Carlton, le 3 janvier, il a démontré sa maîtrise des

«*ampamoaka*»

(déballages) ne reposant que sur des plats réchauffés, le professeur n'ayant jamais été le témoin direct des deux thèmes qu'il a maladroitement développé avec l'appui de la girouette Lalatiana Ravolomanana : la tuerie du 7 février 2009 et la vidéo sur le trafic de bois de rose où est inscrit le nom d'Andry Rajoelina, comme très copain avec le Chinois interviewé.

## Thémis

Des accusations qui tomberont comme un château de cartes à la moindre investigation approfondie. Je vois très mal, par exemple, Monja Roindefo -qui a acquis rapidement un 4X4 Hummer à 1 milliard- se vanter d'être de mèche avec des Chinois dans ce même trafic. Personne au monde ne se vante de ce genre de trafic. Quant à la tuerie du 7 février 2009, j'étais sur place et je ne dirais rien en mémoire de ces morts qui étaient autour de moi, même s'ils crient vengeance. Qu'ils reposent en paix comme les morts du 10 août 1991. Je crois en la justice divine et immanente (Thémis). Zafy Albert restera le seul responsable de ses propos devant le tribunal de l'Histoire. A 84 ans, on n'a plus rien à perdre. Ni à gagner d'ailleurs. Je doute que quelqu'un irait le trainer en justice pour diffamation. C'est d'ailleurs ce qu'il cherche. Mais il y a une chose à laquelle il ne pourra jamais dire «*Non*». Le jour où la Grande Faucheuse se présentera devant lui. Car personne ne dit ni ne peut dire

«*Non*»

à la mort quand elle viendra vous chercher.

## Longue vie jusqu'à la mort...



## Osera-t-il dire "Non" à la mort aussi ?

Aussi, tout ce que je souhaite au Professeur Zafy Albert, c'est de vivre centenaire pour traiter encore de tous les noms ceux qui succéderont à Andry Rajoelina qui ne fera jamais que passer. Cela rien que pour prouver que Zafy Albert, il faut le saluer chapeau très bas pour ne pas avoir été un monsieur-tourne-veste dans sa logique du « Non » systématique. Parce qu'il sait qu'il ne sera plus jamais Président de la République de Madagascar. Aussi, il ne faudra jamais nous attendre à quelque chose de nouveau sous le chapeau de paille du

« Non »

. Longue vie donc à Zafy Albert jusqu'à la victoire du

« Oui »

, qu'il ne pourra qu'admettre. Tôt ou tard.

## Dossier de Jeannot RAMAMBAZAFY – 5 janvier 2011